



# Synthèse du débat citoyen de Douvres la Délivrande

## Démocratie et citoyenneté

---

- Faut-il reconnaître le vote blanc et rendre le vote obligatoire ?
- Quelle est la bonne dose de proportionnelle ?
- Faut-il accroître le recours au référendum et qui doit en avoir l'initiative ?
- Quel rôle pour nos assemblées et quelle représentativité ?
- Faut-il associer davantage et directement des citoyens non élus, à la décision publique ?

Faut-il reconnaître le vote blanc et rendre le vote obligatoire ? :

- Oui car permet d'exprimer sa non reconnaissance dans les propositions politiques mais intérêt pour la politique.
- Pas de diminution de la représentation nationale car on reproche que la décision est déjà trop verticale mais pour ce qui est du Sénat : non ancrée car désignation de notables par des notables. Pourquoi pas un tirage au sort (répartition par région, catégorie socio-professionnelle..); permettrait d'exercer un contre pouvoir; il faut les former
- Le vote blanc c'est quoi ?, comment doit-il être pris en considération : il y a un problème de quorum car si vote blanc majoritaire, sentiment de rejet des différents candidats, nécessite de revoter ?, de s'entendre ? Intérêt de comptabiliser les votes blancs pour qu'ils servent à quelque chose.
- Quand il y a eu une modification du code électoral, surprise de voir qu'ils seraient comptabilisés mais sans impact uniquement pour des statistiques.
- Se déplacer pour voter est un acte citoyen
- L'abstention est bien pire. Les personnes qui votent, même si vote blanc, c'est une expression .Aux hommes politiques de modifier leurs programmes en fonction de ce pourcentage de vote blanc.
- Nécessité de faire entendre le vote blanc
- Le vote obligatoire : il y a des pays où cela fonctionne.
- Si reconnaissance du vote blanc, et celui-ci majoritaire, élection possible d'un candidat avec 25% des voix : quelle légitimité ?, que faire ? : un RIC ?
- Le vote blanc ne peut pas être que l'expression d'un vote négatif, de rejet. Cela peut vouloir dire aussi „en accord avec la droite et la gauche“ soit un refus de choisir l'un ou l'autre. .
- Le vote obligatoire : les personnes se sont exprimées, si la politique conduite ne leur



convient pas ils ne pourront rien dire.. système d'amende comme en Belgique par exemple. Exception pour les personnes à partir d'un certain âge.

- Les politiques ne veulent pas encourager le vote car cela traduit leur non reconnaissance du peuple. La reconnaissance du vote blanc en fonction du pourcentage doit interroger les politiques dans la rédaction de leur programme d'actions.
- Rendre le vote obligatoire avec des sanctions c'est préparer l'avenir par rapport aux personnes qui sont dans la contestation et qui ne votent pas.
- Il faut modifier la durée du mandat de président de la République à 6 ans et comme aux USA une échéance à mi-mandat qui permet de changer l'équipe si les engagements ne sont pas tenus. Il faut savoir dire non à tous les étages de la pyramide, ne pas vivre au dessus de ses moyens
- Le vote blanc : pourquoi pas les compter mais pour information.
- Pour la représentation nationale : pas de changement des députés car il faut des représentants mais pour les sénateurs pourquoi pas un acte de bénévoles intellectuels et de hauts niveaux, vu leur âge.
- Il faudrait redéfinir les missions de chacun car souvent députés et sénateurs sont dans les mêmes missions ce qui entraînent des déperditions d'énergie.
- Le rôle du Sénat et le lobbying et les groupes de pression : problème du détricotage des lois
- Rendre le vote obligatoire, c'est prendre le risque de faire voter des personnes de façon non efficace et constructive. Est-ce que c'est pas contraire à une forme de liberté ?
- Si le vote devient obligatoire, doit-on indexer la sanction sur les revenus ?
- Pour que les choses se passent bien, il faut communiquer en amont des élections, les différents sujets.
- A propos du vote obligatoire, il faut se rappeler que sur notre fronton, nous avons le mot "liberté", c'est une chance : un autre point de vue à prendre en compte : l'éducation citoyenne auprès de nos jeunes : la politique c'est la vie publique. A choisir entre obligation de vote et éducation à la citoyenneté, préférence pour l'éducation. Fierté de la liberté d'aller ou non voter.
- Il faut donner l'envie aux gens d'aller voter. Système à 2 tours majoritaires. Problème de la représentativité des petits partis, on sait qu'ils n'auront pas d'élus. A quoi cela sert donc d'aller voter ?
- Pose la question de la représentation à la proportionnelle et la dose de proportionnelle.
- Question qui peut se poser après la réforme des élections municipales par exemple et au dessus de 1000 habitants ce sont des listes bloquées. Et potentiellement on a pas le choix s'il n'y a qu'une liste..
- Des personnes qui ont un nombre non négligeable de voix et qui en définitif n'ont aucune représentation, cela pose question au niveau de notre démocratie.
- Choix du jour du vote : toujours le dimanche.. si c'était en semaine sur du temps de



travail ?

- Envie de voter pour des personnes qui nous ressemblent : on vote toujours pour des notables.
- Comment faire pour que tous les citoyens se sentent et soient représentés ?
- Un aspect non évoqué : l'engagement de chacun et ne pas tout attendre des autres..Si on veut avoir du choix. Quelle est la capacité de chacun à s'engager pour le compte des autres ?, L'engagement citoyen est une vraie question aujourd'hui.
- Il est dans l'éducation cet engagement citoyen, dans le quotidien (on le voit dans les associations, la galère pour renouveler un bureau de 4-5 personnes).
- L'éducation : comment sensibiliser, éduquer, faire passer le message ?
- Dans les familles, puis l'école. Il y a aussi les enfants qui ré-éduquent“ leurs parents (ex papiers par terre, l'environnement..)
- Quelle est la bonne dose de proportionnelle ? : que le blanc soit reconnu à la hauteur de sa proportion.
- Le blanc va apparaître comme une composante du vote, cela dépendra du sens qu'on lui donnera. Si le vote blanc est majoritaire, bien entendu. Quand on est dans cette idée de rendre le vote obligatoire, il n'y a que la proportionnelle intégrale qui peut rendre le vote entendable avec tous les risques que cela comporte en terme de gouvernance mais on peut s'allier; il y a des exemples en Europe. Aux Européennes, la proportionnelle est intégrale. Cela fonctionne (idem en Allemagne) : n'en ayons pas peur.
- En France on conserve de très mauvais souvenirs de la 4ème République et les blocages du système. Voir peut-être en fonction du type d'élection (municipale, départementale ou Régionale). Mais Il est anormal que des petits partis n'aient aucune représentation.
- Dans certains pays où la proportionnelle existe, les gouvernements gouvernent en coalition, moyen de s'entendre entre les différents pans de la société.
- Je suis pour la proportionnelle quelque soit la dose, mais on a un problème avec nos partis hégémoniques; ils ont l'habitude de gouverner tout seul; ils ne votent pas par rapport à des projets mais en fonction de leurs écuries présidentielles. L'intérêt de la proportionnelle est de dégager des majorités sur des projets. Cela veut dire que le logiciel de nos partis anciens doit être revu profondément.
- Il y a une crise institutionnelle qui génère une politique sclérosée avec une société jacobine, centralisée à Paris. Des élus vont voter quelque chose à Paris et tenir un discours différent en Province. Un exemple : la sucrerie de Cagny. La fermeture rentre bien dans un cadre de lois voté par ces mêmes élus..Notre système électoral français est marginal en Europe. C'est le principe de la Chape de plomb qui explique la crise des gilets jaunes.
- Il y a une réforme constitutionnelle à mener plutôt qu'une dose de proportionnelle. Les débats sur la constitution n'intéressent personne. Il y a la hiérarchie des normes qui doit être respectée (par rapport à l'international)
- On n'est pas hors sol; on a un sandwich de collectivités et les débats dans les différentes strates se contredisent et se contredissent; derrière les politiques, il y a



des technocrates qui sont là pour faire avancer la machine. Les décisions sont davantage prises en cabinet. Il y a confrontation entre la technocratie et les élus eux-mêmes. Le niveau de proportionnel par exemple au niveau européen, c'est la commission qui fait avancer la machine..

- Avec la proportionnelle, ne risque t-on pas de perdre le lien avec notre propre député ?  
La proportionnelle arrange uniquement ceux qui savent compter.
- A propos du référendum, il me paraît dangereux au niveau national, car expression souvent d'une colère et non expression sur le sujet. Mais par contre les référendums d'initiative locale au niveau d'une commune qui permettraient d'associer les citoyens, les rendre participatifs. C'est peut être comme cela que commence l'éducation.
- Le fonctionnement de la démocratie au niveau local : le niveau intercommunal. Y a t-il la moindre participation des citoyens ?, mais aucune réunion d'échanges ou d'informations en amont des décisions avec notre CdC sur les grands sujets comme la gestion des déchets par ex. On apprend tout par la presse. La démocratie participative il n'y en a pas.
- On dit que les citoyens ne s'intéressent pas mais même s'ils veulent s'intéresser, ils font comment ?
- Un témoignage : par incantation on peut vouloir des choses mais par la réalité des faits, nous avons voulu ouvrir nos commissions communales à des citoyens; Nous avons du mal à avoir des candidats qui acceptent de s'engager avec des élus municipaux.
- Le référendum c'est parfois difficile, il y a eu l'ex du Brexit. Si on fait des référendums tout le temps c'est difficile d'avancer.
- Un référendum pour moi, c'est une seule et unique question. Car pour moi c'est Oui ou Non. Si plusieurs possibilités brouille. En 1969, G de Gaulle, 3 questions. Il n'a pas été tenu compte de la réponse de la 3ème question. Il faut tenir compte de la réponse apportée.
- Le référendum, c'est un avis apporté : il y a des pays où la proposition de loi est soumise au peuple (ex en Suisse); On peut solliciter une loi si il y a suffisamment de suffrage; là on a une gestion participative. On a une gestion participative par des gens qui peuvent déposer des lois. Le nombre d'habitants par Canton en Suisse permet ce type de consultation; en France à 66 Millions de personnes plus compliqué..Pour les référendums il faut bien choisir les thèmes, ne pas revenir par exemple sur des acquis (ex : la peine de Mort, l'avortement)
- L'exemple de 2005 des européennes est catastrophique: c'est de la responsabilité des politiques que de respecter le résultat d'une consultation.
- Le référendum d'initiative populaire: depuis quelques temps, la démocratie a donné de plus en plus de pouvoir à des lobbies de tout type. Le mouvement des gilets jaunes est un peu la conséquence et la même forme d'expression.  
Il faut que tout le monde puisse s'exprimer. Il y a de plus en plus de personnes qui ne votent plus et il ne faut pas s'étonner qu'ils ne soient plus représentatifs de la majorité et d'une majorité silencieuse et qui n'est pas d'accord avec les groupes de pression.  
Je suis favorable au vote obligatoire qui obligera la majorité silencieuse à s'exprimer.



Plus de défaussement. Mais nécessité d'assumer ses responsabilités. Cela pourrait être aussi un pendant à tous ces groupes de pression et communautés qui s'expriment et influent sur les médias et le gouvernement.

- Le référendum d'initiative populaire : pourquoi ne pas demander aux gens de s'exprimer sur des sujets d'intérêt collectif où on ne peut pas laisser des groupes de pression décider à la place de la majorité.

## Impôts, dépenses et actions publiques

Première question posée par un participant : « *Qu'est ce que la dépense publique ?* »

Réponse dans la salle : « *c'est le fonctionnement du Pays et de l'Administration pour faire tourner la boutique* ».

### Autour du service public :

- Doit-il être rentable ?
- Faire un choix entre un moindre coût ou la qualité
- « *On voudrait plus de services mais pas plus de dépenses* »
- Le niveau des protections sociales est important dans notre Pays. « *On veut toujours plus!* »
- Adéquation à faire entre la demande de protection et le coût que l'on veut mettre
- Niveau de protection fabuleux. Nous sommes dans un Pays sûr. Tout ceci a un coût.
- Comment maintenir ce niveau de services et de qualité ?
- Il ne faut pas faire appel à des entreprises privées pour le service public. Factures énergétiques : « *On paie des groupes du C.A.C. 40* »

### Autour des dépenses publiques, du budget :

- Dans les programmes des candidats aux Présidentielles figurent les orientations budgétaires. Nous faisons notre choix en fonction de leurs propositions de répartition des dépenses publiques.
- Il faut proposer un budget avec des actions concrètes. Le candidat peut avoir à ce sujet une ligne directrice modifiable par la suite
- Efficacité des technocrates vis-à-vis du budget ?
- Ce sont les grosses sociétés qui dirigent et non plus les Politiques. « *Ras le bol* ».
- Réorganiser et remettre la Politique au centre





- Une question qui pourrait être proposée dans le R.I.C. : « *Dans quoi mettre le paquet dans la dépense publique ?* »
- L'Etat n'intervient-il pas trop sur tout ?
- Il faut décentraliser pour réduire la dépense publique
- Efficience de la dépense publique ? Différence entre domaine public et entreprise. Si pas assez d'argent pour financer un projet, l'entreprise abandonne, le domaine public persiste en augmentant la dette.
- Il faut répartir les compétences. Les doublons ont un coût qui nuit à la dépense publique. Leur suppression permettrait de mieux payer les fonctionnaires chargés de certaines structures.
- Diminution des services de proximité mais pas pour autant baisse de la dépense publique
- Attention les dépenses vont augmenter car la population vieillit
- On trouve tout de même le moyen de financer le chômage de masse
- Coût important du Sénat : 450 millions €/an plus une cassette d'un milliard d'euros: chantier à étudier
- « *Il va falloir taper dans le mammoth !* »
- S'il y a une révision des taux d'intérêts, la dette de l'Etat va encore augmenter. Nos petits-enfants vont devoir aller vivre ailleurs.
- « *On fait passer les intérêts économiques avant les intérêts humains.* » ce sont nos enfants qui vont le payer.

### **Autour de l'évasion fiscale:**

- C'est un problème. Quoi faire ?
- Dépit à l'annonce de tous les scandales (GAFA, ...)
- Il faut s'attaquer à tous ceux qui dérogent à la règle
- Besoin de fonctionnaires pour gérer l'évasion fiscale

### **Autour des impôts et taxes :**

- Impôt sur le revenu plutôt bien perçu, par contre en ce qui concerne les taxes foncières, d'habitation et les charges sociales (notamment le CESU) on ne sait pas comment cet argent est dépensé
- Les impôts servent pour les écoles, pour aider les plus pauvres
- Fierté de payer des impôts
- L'optimisation fiscale est légale mais elle est accessible aux plus riches



- La fiscalité juste c'est l'égalité dans l'impôt
- Des cabinets sont payés par les entreprises pour faire des schémas d'optimisation fiscale
- A l'origine construction des autoroutes, du réseau ferré, des barrages hydrauliques, ... avec nos impôts, mais vendu par la suite à des sociétés privées : « *plus rien ne rentre à l'Etat* »
- « *On doit payer mais tout doit être justifié* »
- Les scandales sont mis en évidence par des lanceurs d'alerte. « *Est-ce normal ?* »
- T.V.A. trop forte pour les produits de première nécessité
- On paie la T.V.A. tout le temps
- Problème des taxes basées sur les valeurs locatives. Pourquoi ne pas pondérer. Ainsi les valeurs locatives moyennes serviraient au niveau des impôts dans les E.P.C.I. « *On paierait la même chose un territoire commun* ».
- Il faut réhabiliter l'impôt sur le revenu
- Nous sommes dans la logique de payer le moins possible d'impôts
- Il faut prendre en compte la dimension internationale. Les entreprises choisissent les pays où elles vont s'installer
- Chaque citoyen fait de l'optimisation fiscale en achetant des chemises fabriquées en Chine ou des voitures conçues à l'étranger
- « *Est-ce juste que 60 % des Français ne paient pas d'impôt ?* »
- Le paiement de l'impôt doit correspondre au service que l'on a en retour
- Crainte de réductions d'impôts qui pénalisent les défavorisés
- Mettre des cotisations sociales sur les robots et les machines, tout ce qui est automatique
- Si on taxe les machines, les entreprises vont partir à l'étranger
- Les charges sociales sont trop élevées. 100 € = 140 € de charges pour l'employeur et 80 € pour le salarié.
- Le travail doit être une priorité absolue. Il faut baisser le coût du travail et pas augmenter le coût des robots
- Les robots sont plus efficaces et apportent plus de valeur ajoutée
- France championne de la C.V.A.E. = gros problèmes de l'industrie aujourd'hui

### **Autour des actions publiques :**

- Travailler d'abord sur les valeurs et les principes



- « Est-ce normal que Ford impose sa loi au Ministre à Blanquefort ? »
- Sentiment d'une paresse de la pensée
- Achat par tous de produits frais = augmentation de l'emploi et peut être suppression des robots. Mais cela a un coût pour les familles.

### Autour des Intermittents du spectacle :

- Coût important des Intermittents du spectacle : chantier à étudier
- La Culture ne doit pas être payée seulement par les cotisations du privé mais par tous
- Toutes les préparations d'émission télévisées réalisées par les Intermittents sont faites gratuitement
- Les Intermittents ont un coût mais ils rapportent également beaucoup d'argent

### Autour du bénévolat :

- Le bénévolat devient une règle. C'est dommage. » *Il n'a pas sa place dans le sport business fric.* » Conflits entre bénévoles et demandeurs d'emploi. Les premiers privilégiés par rapport aux seconds.
- Bénévoles déguisés autour de nous : caisses automatiques des supermarchés, opérations bancaires gérées par internet, ...

### Autres :

- Prix de journée des EHPAD trop élevé. Impossibilité de payer pour les futurs retraités.
- Attention aux entreprises recommandées par l'Etat qui démarchent par téléphone (installation de pompes à chaleur, ...), pas toujours honnêtes
- Attention : penser aux générations futures : « ne pas trop leur charger la barque »
- Au départ les Communautés de Communes c'était pour mutualiser les dépenses d'investissement. Aujourd'hui, c'est pour mutualiser les dépenses de fonctionnement.
- Retard de la Justice dans ses jugements. Pourquoi ce dysfonctionnement ?
- On a changé la philosophie du pouvoir d'achat en une philosophie de consommation
- On a bradé notre outillage et notre savoir-faire. Il faut faire un effort vers nos fabrications Nationales.
- On ne se reconnaît pas dans cette Société. Il faut apporter des solutions mais lesquelles ?





## Transition écologique

---

- Société de consommation axée sur l'intérêt humain et économique avant l'écologie. Il y a beaucoup de tentations et c'est difficile d'aller vers l'écologie
- Discours Jacques Gamblin : Il y a des solutions mais nous ne souhaitons pas les développer car nous sommes trop dépendants de l'économie, des finances...
- Automobile : on n'avance pas, il y a des solutions (hybride, électrique, eau de mer, ...) l'état freine car il récupère beaucoup d'argent par les taxes sur les carburants
- Les 4 besoins de bases : se nourrir, se loger, se vêtir et surtout se soigner
- Proposer des malus/bonus sur les aides de l'état par rapport à l'isolation des bâtiments collectifs publics
- Favoriser, obliger les nouvelles constructions à énergie positive
- Bilan énergétique gratuit et obligatoire puis aide de l'état en fonction des revenus
- Aujourd'hui, il y a l'aide pour l'isolation à 1€ malheureusement il n'y a pas de contrôle et des artisans profitent de ce système
- Favoriser les circuits courts, préempter des terres pour les favoriser
- Favoriser le commerce équitable
- Favoriser la consommation de produits bios via les communes
- Loi pour interdire la pêche abusive en mer
- Mettre en place une éducation auprès des jeunes autour de l'alimentation, moins de viande, respect des saisons
- Diminuer le gaspillage par rapport aux règles de calibrage de certains produits
- Transport : interdire la circulation dans les centres villes, participation financière si circulation en ville, adapter les transports commun, co-voiturage, inciter à aller vers le moins polluant, créer plus de pistes cyclables, faciliter les mobilités douces
- Investissement de l'état sur les grandes énergies, attention au lobbying de sociétés privées, association contre les éoliennes. Gestion des centrales nucléaires prévue pour 30 ans puis étendue à 50 ans...nous ne savons pas les arrêter les coûts sont multipliés par 3 (EPR) l'état perd le contrôle
- Pas de prise de conscience des générations futures : difficulté de la mise en place des énergies renouvelables, projet éolienne en mer : pourquoi pas les développer, résoudre les risques et les coûts liés au nucléaire et à l'arrêt des centrales
- Sommes-nous prêt à payer plus cher l'électricité ?
- Nous utilisons de plus en plus de batteries mais nous ne savons pas les recycler
- Pourquoi le GPL ne perdure pas ?



- Si on continue sur le même modèle on va dans le mur, les effets de la dégradation écologique ne sont pas quantifiables
- Pourquoi ne pas développer plus de projets comme celui de centrale Solaire sur le plateau de Colombelles ?
- Si nous voulons atteindre nos objectifs dans la transition écologique, nous devons faire de la décroissance
- Quid des pays comme l'Inde, le Bangladesh ... qui consomment sans faire attention ! Les humains sont incapables de s'arrêter et faire des efforts... Nous allons vers des catastrophes écologiques qui vont générer des migrations des populations et nous ne savons pas gérer les flux migratoires. Ce sont les catastrophes écologiques qui vont malheureusement nous obliger à changer nos modes de vie
- Travailler sur la cohésion des besoins d'énergie renouvelable : effet sur l'emploi, retour sur les actions, actions locales, cohésions des acteurs...
- Chaque citoyen doit être responsable, éducation sur les questions écologiques dès les premières années de l'école
- Glyphosate nous sommes tous empoisonnés
- Gaspillage : Permettre la récupération des produits plus vendables par les associations
- Développer les jardins participatifs
- Limiter notre consommation par rapport aux produits qui viennent de loin
- Limiter nos transports en avion
- Attention à l'opulence dans les magasins : cela favorise le gâchis, la consommation inutile
- Agriculture bio et non bio : attention à ne pas stigmatiser. Il y a de l'agriculture raisonnée
- On a envie de consommer français et sain.

## Organisation de l'État et des Collectivités Publiques

---

- Mieux répartir les compétences, au regard de leur gestion efficace, et lisible pour les citoyens.
- Partir du plus proche des citoyens pour ensuite déléguer aux étages supérieurs les compétences qui y seront plus efficacement gérées. Privilégier l'efficacité de la dépense publique.



- Décentraliser vraiment, en confiance, en laissant les différentes strates (dans un cadre partagé mais laissant place à la prise en compte des réalités locales). L'Etat qui lâche des compétences doit donner les moyens aux collectivités de les assurer en totale indépendance (compris fiscale). Ne plus être dans une logique trop jacobine de directives et de contrôle, qui amène à des doublons de charges de personnel, des pertes d'efficacité. Laisser à la cour des comptes, qui devra avoir des moyens supplémentaires, le soin de faire ce travail de contrôle de l'efficacité de la dépense publique. La doter de moyens plus coercitifs ?
- Développer les moyens de faire agir la citoyenneté au quotidien, et notamment dans l'Education.
- Donner plus de moyens aux collectivités pour privilégier l'intérêt général.
- Laisser les collectivités libres de choisir leur avenir, en prenant l'avis préalable des citoyens au travers de réunions d'informations permettant un choix éclairé.